

NOTE DE SYNTHÈSE SUR DE LA DYNAMIQUE CONFLICTUELLE DE LA PLAINE DE LA RUZIZI, PROVINCE DU SUD-KIVU, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

1. PROFIL DES CONFLITS

La chefferie de la plaine de la Ruzizi se situe au nord-est du territoire d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Le sol de la plaine est particulièrement fertile, tandis que son sous-sol regorge de ressources naturelles telles que l'or, la cassitérite, et la colombo-tantalite. Elle est également propice à la culture de plusieurs productions agricoles, notamment le maïs, le riz et les haricots. Pendant très longtemps, cette zone était considérée comme le grenier du Sud-Kivu. Les potentialités agricoles et économiques y sont énormes. Néanmoins, la plaine de la Ruzizi a été le théâtre de plusieurs rébellions historiques et demeure un espace frontalier contesté par différentes communautés.¹ Cette zone est habitée par deux communautés principales, à savoir les Bafuliiru et les Barundi. Parmi les autres communautés vivant dans la plaine de la Ruzizi, il y a notamment les Banyamulenges, qui est une communauté proche des Barundi, ainsi que d'autres communautés qui sont en bonne collaboration avec les Bafuliiru. La région regorge de groupes armés, à caractère ethnique mais aussi économique, qui prétendent assurer la protection des communautés.² La majorité des études montrent que ces différentes communautés s'affrontent régulièrement pour le contrôle des ressources, et plus particulièrement des terres, ces dernières octroyant aux chefs coutumiers un pouvoir économique et politique énorme. En outre, la problématique de la terre est intimement liée à l'identité.

Cette rivalité intercommunautaire renvoie à l'histoire du peuplement de la région et au principe d'autochtonie. Les conflits fonciers dans la plaine de la Ruzizi opposant les agriculteurs et les éleveurs sont accentués par une dimension ethnique, car la majorité des éleveurs sont des Barundi, tandis que les agriculteurs appartiennent principalement à d'autres communautés. Les conflits fonciers opposent également les grands propriétaires (concessionnaires considérés comme nantis) aux petits exploitants (considérés comme pauvres), ce qui illustre la dimension politico-économique de ces conflits. Vu la confusion régnant en raison de la dualité de la gouvernance foncière (comme on le verra ci-dessous), certains chefs coutumiers 'vendent' des terres aux plus offrants au détriment des petits exploitants qui se voient chassés des terres qu'ils considèrent comme ancestrales. En effet, ces mêmes études montrent que, dans le système politique et administratif congolais, les chefs traditionnels jouent un rôle majeur. Considérés comme des acteurs influents lors des élections, ils font partie de réseaux de patronage politique et disposent de nombreux soutiens aux niveaux provincial et national.³

¹ International Crisis Group, Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi, juillet 2013

² Comprendre les conflits dans l'Est du Congo la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique N°206 coordinations du 23 juillet 2013

³ Vlassenroot, K., (2013), Identité, terre et pouvoir dans l'Est du Congo, Rift Vallet Institut, Nairobi

2. LES CAUSES DES CONFLITS

De nombreux rapports élaborés sur la plaine de la Ruzizi indiquent que les conflits entre les Bafuliiru et les Barundi ont des racines historiques et ont des causes économiques, sociales et politiques. Les tensions concernant l'accès au pouvoir coutumier, les rivalités foncières et les enjeux liés à la transhumance sont au cœur de ces conflits.⁴

LES CAUSES STRUCTURELLES

La plupart des analyses réalisées sur cette zone confirment que le cœur des conflits dans la plaine de la Ruzizi réside dans l'accès au pouvoir. L'héritage colonial a en effet joué un rôle majeur dans la configuration des tensions actuelles. Durant la colonisation, les autorités coloniales ont attribué la chefferie de la plaine de la Ruzizi aux Barundi, créant ainsi des tensions avec les Bafuliiru, qui se sont sentis marginalisés. En 1928, les autorités coloniales divisèrent le territoire d'Uvira en trois chefferies, correspondant aux grands groupes ethniques : les Bavira, les Bafuliiru et les Barundi. Ce démembrement a octroyé aux Barundi un droit sur la terre, ce qui, selon les pratiques coutumières des Bafuliiru, leur était initialement interdit. Ce découpage a alimenté des frustrations : les Bafuliiru se sont révoltés en 1929 contre l'octroi d'une des chefferies aux Barundi, marquant ainsi un premier épisode de tensions territoriales.⁵

Selon certaines recherches, les Barundi se montraient plus enclins à collaborer et à payer des impôts, ce qui les aurait donc favorisés aux yeux des autorités coloniales⁶. Cependant, il convient de nuancer cette analyse, car, bien que la création de la chefferie ait suscité des réticences chez les Bafuliiru à l'époque, les sentiments de mécontentement ne se sont vraiment manifestés qu'avec l'intensification des tensions politiques en 1960 et des événements régionaux des années 1990, marqués par une recrudescence des conflits dans la région. L'assassinat du président burundais Ndadaye en 1993⁷, suivi du génocide rwandais de 1994, ont entraîné un afflux supplémentaire de réfugiés, utilisés comme boucs émissaires par certains dirigeants malveillants pour enflammer les masses⁸. En outre, à partir de 2014, le bétail des Barundi et celui des Banyamulenge ont été pris pour cible par des groupes Mai-Mai associés à des groupes d'autodéfense provenant des HAUTS ET MOYENS PLATEAUX, les Biloze Bishambuke. Ces actions sont souvent encouragées par certains politiciens et autorités locales, qui prônent le pillage du bétail comme un moyen d'affaiblir leurs adversaires et de les forcer à quitter définitivement la plaine. Cette attitude est un fonds de commerce pour ces semeurs de zizanie, qui y tirent leur positionnement politique.⁹

LES CAUSES IMMEDIATES

La gestion inefficace des terres et la faiblesse de l'administration exacerbent les tensions dans la plaine. Les terres ne sont pas seulement perçues comme un bien économique, mais aussi comme un élément clé de l'identité des

⁴ [SFCG-Analyse-ISSSS-Ruzizi-Mwenga-2014-1.pdf](#) Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi » Sud-Kivu, R.D. Congo Search for Common Ground Octobre 2014

⁵ Juvénal Twaibu, Oscar Dunia et al, Dynamiques contemporaines et acteurs des conflits et violences dans la plaine de la Ruzizi, in La plaine de la Ruzizi, Rapport de recherche, Conflict Research Group, 2021, pp24-46

⁶ Depelchin, J. (1974): From Precapitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800–1965), PhD dissertation, Stanford University

⁷ Lemarchand, R. (2004) « La mémoire en rivale de l'histoire », Cahiers d'études africaines africaines. 173-174

⁸ Vlassenroot (2013), op cit

⁹ Verweijen, 2020 Judith Verweijen, Juvénal Twaibu, Oscar Dunia Abedi et Alexis Ndisanze Ntababarwa(2020), La plaine de la Ruzizi, un carrefour de conflits et de violence, SÉRIE INSECURE livelihoods

populations rurales. La terre est donc un symbole d'identité, d'histoire et de pouvoir, ce qui rend les conflits fonciers dans la plaine de la Ruzizi d'autant plus complexes et difficiles à résoudre. Le champ de conflit se situe dans les rapports de compétition entre l'administration foncière et les autorités coutumières. Ces dernières, qui ont historiquement géré les terres selon des règles collectives et des coutumes ancestrales, se trouvent souvent en opposition avec des structures administratives qui tentent d'imposer des lois et des réglementations 'privées'. Ces tensions conduisent à des conflits de pouvoir et à une gestion conflictuelle des terres. Les autorités coutumières, en leur qualité de gestionnaires traditionnels des terres, peuvent être perçues comme abusant de leur pouvoir quand elles vendent ou attribuent des terres à des élites urbaines, souvent au détriment des paysans qui les exploitent.¹⁰ Les conflits fonciers dans la région ne sont donc pas simplement intercommunautaires mais illustrent un phénomène d'accaparement des terres par une classe privilégiée. En 2005, des conflits fonciers ont éclaté, liés à des ventes de terres qui ont fragilisé les paysans locaux, dont l'accès à la terre est devenu plus restreint.¹¹ Dans ce contexte, les agriculteurs sont parfois autorisés à continuer à cultiver leurs terres, mais à condition de fournir de la main-d'œuvre au concessionnaire ou au propriétaire foncier. Ce système, proche du métayage, place les paysans dans une situation d'exploitation et d'instabilité, où leur travail ne leur assure pas une sécurité foncière.¹²

La mobilisation autour de la terre aggrave les tensions sociales et les conflits déjà existants. En effet, les luttes pour l'accès et le contrôle des terres deviennent un élément clé de la division entre les différentes couches sociales et exacerbent les fractures socio-économiques et politiques de la région. Depuis la recrudescence des violences en 2012, les éleveurs et les agriculteurs s'accusent mutuellement d'occuper illégalement des terres avec l'appui des autorités coutumières.¹³ Les Bafuliiru perçoivent les Barundi comme des "voleurs de bétail" ayant fui le Burundi. Bien que les conflits liés à la transhumance soient souvent vus sous l'angle ethnique¹⁴, certains auteurs montrent que la situation est plus complexe dans la plaine de Ruzizi, les Barundi étant également agriculteurs et certains Bafuliiru élevant du bétail. Autrefois, un système de rotation entre culture et pâturage permettait de concilier les besoins des deux groupes. Cependant, bien que des passages officiels pour la transhumance existent, la gestion de ces zones reste insuffisante.

LES ELEMENTS DECLENCHEURS ET LES FACTEURS AGGRAVANTS DE CES CONFLITS

Les principaux événements déclencheurs des conflits violents sont les vols (de biens et de vaches), les assassinats et les divagations des bêtes. A titre d'exemple, l'assassinat du chef coutumier, le mwami Ndabagoy de la collectivité de la plaine de la Ruzizi en date du 25 avril 2012, a ravivé les violences entre les communautés Barundi et Bafuliiru, lesquelles ont perduré jusqu'à la fin de l'année 2012.¹⁵ En ce qui concerne les facteurs aggravants des

¹⁰ Vlassenroot, K., (2013), Op cit

¹¹ Verweijen, J.; Twaibu, J. ; Dunia Abedi, O. et Ndisanze Ntababarwa, A. (2020). La plaine de la Ruzizi Un carrefour de conflits et de violence. Governance in Conflict Network.

¹² Les conflits dans la plaine de Ruzizi, à l'Est de la République démocratique du Congo - Irénée Jean De Dieu BALA ATUA, République Démocratique du Congo, janvier 2014 et RDC: l'assassinat d'un chef coutumier au Sud-Kivu sème le trouble entre les communautés

¹³ Idem

¹⁴ La houe, la vache et le fusil Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : État des lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI Série des Grands Lacs © Life & Peace Institute 2013

¹⁵ Verweijen, 2020 Judith Verweijen, Juvénal Twaibu, Oscar Dunia Abedi et Alexis Ndisanze Ntababarwa(2020, op cité

conflits, certains rapports prouvent que la jeunesse sans occupation et sans encadrement ainsi que la prolifération d'armes légères, notamment les petits calibres, constituent des facteurs aggravants.¹⁶

3. LES ACTEURS DES CONFLITS

Les principaux acteurs des conflits dans la plaine de la Ruzizi sont les communautés Bafuliiru, les Barundi, les autorités coutumières, les leaders politiques, les grands concessionnaires, les élites urbaines ainsi que les groupes armés.¹⁷ Comme vu précédemment, les diverses communautés, avec l'appui des politiciens et des groupes armés de leur obédience, s'affrontent pour accéder au pouvoir politique, ce qui ouvre la voie au contrôle des ressources naturelles telles que les terres ou les minerais¹⁸. La vente des terres de certains chefs coutumiers aux grands concessionnaires (qui constituent des abus de pouvoir) aliène leurs communautés respectives. Parallèlement, l'activisme des groupes armés attire un grand nombre d'individus, principalement des jeunes oisifs, avec les promesses de défendre les intérêts de 'leur' communauté, et la perspective de gains financiers. Une fois encore, les clivages ethniques sont instrumentalisés par des politiciens pour accroître leur pouvoir durant les élections.¹⁹ Dans ce contexte, les autorités coutumières s'engagent dans des luttes violentes pour consolider leur pouvoir, souvent avec le soutien de groupes armés. Ces groupes, qu'ils soient locaux ou étrangers, opèrent sans entrave, parfois en toute complicité avec certaines autorités étatiques en quête de positionnement politique et des forces armées mal payées et/ou indisciplinées.²⁰

Forte de sa supériorité numérique, la communauté Bafuliiru se considère comme autochtone et cherche à formaliser et renforcer son leadership au sein de la chefferie de la plaine de la Ruzizi. Elle est alliée aux groupes armés congolais, tels que les Mai-Mai Buhirwa, Mwenyemali, ainsi qu'aux autres communautés vivant dans la région. Comme vu précédemment, les Bafuliiru accusent les Barundi et les Banyamulenges de détruire leurs champs à cause de la présence de leurs vaches.²¹ Pour légitimer et consolider leur pouvoir, les Barundi de la plaine de la Ruzizi sont en alliance avec les Banyamulenges et des milices étrangères, notamment les Forces de libération nationale du Burundi (FNL). Ainsi, les relations nouées par les Barundi avec les communautés burundaises renforcent les accusations, faites par les autres communautés, notamment, Bafuliiru, que les Barundi sont allochtones et plus proches de leur pays d'origine que du Congo.

Les grands concessionnaires, autres acteurs principaux, exercent une forte influence sur les chefs coutumiers, tandis que les leaders politiques, en quête de positionnement et motivés par des raisons électoralistes, influencent largement la population. Ces derniers n'hésitent pas à recourir à des discours haineux visant certaines communautés ou à promettre l'installation de chefs coutumiers spécifiques une fois élus. Il a été signalé aussi dans certaines analyses que certains élus provinciaux soutiennent ou collaborent même avec des groupes armés, exacerbant ainsi les conflits. Cette coopération est souvent motivée par des intérêts personnels et politiques. Durant les élections, les clivages ethniques sont utilisés par certains politiciens pour élargir leur sphère d'influence

¹⁶ Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi » Sud-Kivu, R.D. Congo Search for Common Ground Octobre 2014 page 13

¹⁷ Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi » Sud-Kivu, R.D. Congo Search for Common Ground Octobre 2014 page 6

¹⁸ Idem

¹⁹ Comprendre les conflits dans l'Est du Congo(l)la plaine de la Ruzizi, rapport Afrique Crisis Group N°206,23Juillet 2013, page 7

²⁰ 31 Sortir de l'impasse : Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

²¹ Au-delà des « groupes armés », conflit locaux et connexions sous-régionales, série des grands lacs, © Life & Peace Institute 2013

Mars 2025

et manipuler les électeurs.²² Les groupes armés précités se spécialisent dans le vol armé de bétail, l'extorsion des populations civiles et les braquages de véhicules sur la route nationale n°5 (Bukavu-Uvira) ou sur les nombreuses pistes de brousse souvent en mauvais état.²³ En outre, les groupes armés locaux et étrangers opèrent sans difficultés, souvent avec la complicité de certaines autorités étatiques et des forces armées indisciplinées et mal payées.²⁴

4. DYNAMIQUE DES CONFLITS

Dans la plaine de la Ruzizi, la situation sécuritaire s'est détériorée à partir du mois de juin 2024, après la fermeture de la base de la MONUSCO (COB) de Sange. Comme le montre une étude récente (janvier 2025) sur l'impact du retrait de la MONUSCO sur la sécurité au Sud Kivu, les embuscades se sont multipliées sur la RN5 entre Kamanyola et Kahuzi.²⁵ Cette même étude souligne que le retrait de la MONUSCO a coïncidé avec la présence accrue et la liberté de mouvement des groupes Wazalendo, ce qui va de pair avec de nombreux cas de violations de droits humains, vols, viols et tortures. En général, on peut observer que les FARDC n'ont pas intensifié les activités de sécurité pour compenser l'absence de la MONUSCO, mais au contraire, sont de plus en plus impliqués dans des cas d'abus. En outre, dans les villes d'Uvira et de Baraka, ainsi que dans certaines villes du territoire d'Uvira (Kiliba, Sange, Luvungi) et de Fizi (Misisi), la plupart des patrouilles nocturnes sont effectuées par des groupes dits Balala Rondo (patrouilles nocturnes de jeunes), et non par les FARDC et la PNC. Même lorsque les services de sécurité sont activement engagés dans des tâches de sécurité, la sécurité ne s'améliore pas automatiquement pour les citoyens, car ces services dressent des barrages routiers et se livrent occasionnellement à des actes de harcèlement, d'extorsion et d'arrestations arbitraires.²⁶ Néanmoins, une feuille de route provinciale a été développée par l'Equipe Provinciale Intégrée de la Transition (EPIT), se concentrant sur plusieurs domaines principaux, notamment la sécurité, la protection des civils, le soutien aux institutions de sécurité et d'État de droit et l'assistance au programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et sociale (P-DDRCS). Cette feuille de route vise à faciliter le transfert des responsabilités de la MONUSCO au gouvernement avec le soutien des agences, fonds et programmes de l'ONU et d'autres partenaires, assurant la préservation des acquis et soutenant un désengagement responsable.²⁷ Cette feuille de route ne semble pas être suivie d'effets.

Plus récemment, l'occupation de la ville de Goma par le Mouvement du 23 mars (M23), soutenu par le Rwanda, entraîne des répercussions dans le Sud-Kivu, notamment dans la plaine de la Ruzizi. Historiquement reconnue comme une zone de transit entre la RDC et le Burundi, la plaine de la Ruzizi est devenue une zone de refuge. La plaine de la Ruzizi fait donc face à des vagues de réfugiés fuyant les combats entre les FARDC (Forces Armées de la RDC) et le M23. La présence accrue du M23 risque d'exacerber les tensions interethniques, notamment entre les Bafuliiru et les Barundi de la plaine. Le groupe armé Twigwanaho, dirigé par le colonel Makanika et issu de la communauté Banyamulenge, alliée des Barundi, est considéré comme proche du M23. L'intensification du conflit

²² Idem

²³ Analyse du contexte des moyens et hauts plateaux des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira. horizon (bukavu), 1^{er} novembre 2019

²⁴ Zone « Hauts Plateaux de Mwenga - Plaine de la Ruzizi » Sud-Kivu, R.D. Congo ; Search for Common Ground Octobre 2014

²⁵ Rapport trimestriel sur les effets du retrait de la MONUSCO et le processus de transition, juin-août 2024. International Alert, 21 septembre 2024

²⁶ Idem

²⁷ . Le 25 juin 2024

Mars 2025

entre le M23 et les FARDC va sûrement renforcer la méfiance entre les Barundi et les Banyamulenge d'une part et les Bafuiliiru d'autre part, et risque d'alimenter des cycles de violence entre ces communautés.²⁸ En somme, la présence accrue du M23 dans le Sud-Kivu contribue à un climat de méfiance et d'insécurité, menace des efforts de paix déjà fragiles, complexifie davantage les dynamiques politiques de la région des Grands Lacs et aggrave une situation humanitaire déjà précaire.²⁹

²⁸ Aurelie L., (Janvier 2025) une course aux ressources : Pourquoi le conflit en République démocratique du Congo risque de s'étendre

²⁹ Idem

Bibliographie

1. International Crisis Group (2013) : Understanding Conflict in Eastern Congo (I) : The Ruzizi Plain, Africa Report No.206, International Crisis Group, Nairobi/Brussels
2. Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi Rapport Afrique N°206 | 23 juillet 2013, disponible sur <https://www.files.ethz.ch/isn/167978/206-comprendre-les-conflits-dans-lest-du-congo-i-la-plaine-de-la-ruzizi.pdf>
3. Vlassenroot, K., (2013), Identité, terre et pouvoir dans l'Est du Congo, Rift Valley Institute, Nairobi/Brabant, Justine and Nzweve, Jean Louis (2013) : La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) Life and Peace Institute, Uppsala
4. Search for Common Ground (2014) : Analyse de conflit et évaluation des besoins en stabilisation – Hauts Plateaux de Mwenga et Plaine de la Ruzizi
5. Juvénaï Twaïbu, Oscar Dunia et al, Dynamiques contemporaines et acteurs des conflits et violences dans la plaine de la Ruzizi, in La plaine de la Ruzizi, Rapport de recherche, Conflict Research Group, 2021, pp24-46
6. Depelchin, J. (1974): From Precapitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800–1965), PhD dissertation, Stanford University
7. Lemarchand, R. (2004) « La mémoire en rivale de l'histoire », Cahiers d'études africaines. 173-174
8. Verweijen, J.; Twaïbu, J. ; Dunia Abedi, O. et Ndisanze Ntababarwa, A. (2020). La plaine de la Ruzizi Un carrefour de conflits et de violence. Governance in Conflict Network.
9. [Les conflits dans la plaine de Ruzizi, à l'Est de la République démocratique du Congo - Irénée Jean De Dieu BALA ATUA](#), République Démocratique du Congo, janvier 2014 et [RDC: l'assassinat d'un chef coutumier au Sud-Kivu sème le trouble entre les communautés](#)
10. International Alert (2024). Rapport trimestriel sur les effets du retrait de la MONUSCO et le processus de transition, juin-août 2024. International Alert.
11. Au-delà des « groupes armés », conflit locaux et connexions sous-régionales, série des grands lacs, © Life & Peace Institute 2013
12. Analyse du contexte des moyens et hauts plateaux des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira. horizon (bukavu), 1^{er} novembre 2019
13. Rapport trimestriel sur les effets du retrait de la MONUSCO et le processus de transition, juin-août 2024. International Alert, 21 septembre 2024
14. Aurélie L., (Janvier 2025) une course aux ressources : Pourquoi le conflit en République démocratique du Congo risque de s'étendre
15. Verweijen, J. (2016): A Microcosm of Militarization: Conflict, Governance and Armed Mobilization in Uvira, Rift Valley Institute, London
16. Godefroid, Musalia Kihangu, (2020) L'Insécurité Dans La Plaine De La Ruzizi Hier Et Aujourd'hui: Repenser Les Perspectives De Paix (SSRC.org).
17. Brabant, Justine and Nzweve, Jean Louis (2013) : La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) Life and Peace Institute, Uppsala